Rapport annuel 2003-2004

Un regroupement **dévoué et solidaire**

pour le développement des régions

RÉSEAU DES SADC DU QUÉBEC

Votre avenir, c'est ICI

Table des matières

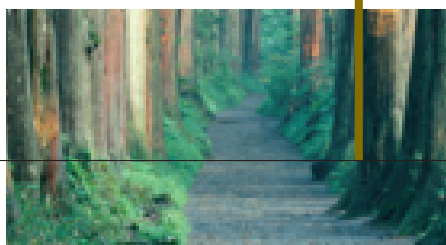
Mot du président et de la directrice générale **5**

Mot du trésorier **8**

Des interventions répondant aux besoins des collectivités **10**

Le conseil d'administration et les comités :
les voix de nos régions **14**

L'équipe du Réseau des SADC :
une équipe au service de ses membres **16**



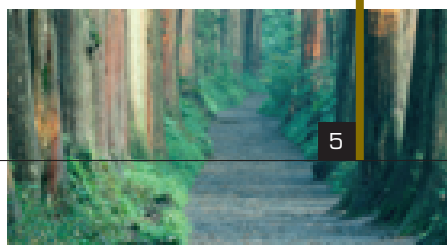
Mot du **président** et de la **directrice générale**

Qu'allons-nous retenir de cette année 2003-2004 au sein du Réseau des SADC du Québec ? Mouvance et turbulences ? En effet, lorsqu'on s'attarde au bilan des activités, on est frappé par les nombreux changements auxquels les divers groupes du Réseau ont dû s'adapter : nouveau premier ministre et nouveau cabinet au gouvernement fédéral avec de nouvelles orientations de développement; nouveau gouvernement au Québec avec ce qui s'ensuit comme modifications dans le milieu; nouveau Fonds d'*Aide aux femmes entrepreneures en région* (AFER) également, à implanter et à expérimenter par 16 de nos membres. Aussi, nouveaux ministre, sous-ministre et sous-ministre adjointe chez notre partenaire privilégié, Développement économique Canada (DÉC), et tout le travail de représentation que cela entraîne pour les dirigeants du Réseau; enfin, nouvelles employées dans l'équipe à Québec et le travail de transfert et de suivi qui en découle. Tout cela dans un contexte économique en soubresauts.

Hélène Deslauriers,
directrice générale
Gratien LeBel,
président

La capacité d'adaptation est donc une qualité essentielle dans ce réseau et nous en faisons preuve, puisque les réalisations sont là. Le renouvellement de la Stratégie jeunesse s'est effectué sans recourir à une évaluation supplémentaire, puisque les données accumulées au fil des ans démontraient très bien le grand succès de ce programme. D'autre part, le Fonds AFER connaît aussi un succès fulgurant avec plus des 2/3 des projets mis sur pied au cours des six premiers mois. Déjà, on voit apparaître des entreprises très intéressantes dans les milieux. Une preuve que cette initiative conjointe Réseau/DÉC répondait à un réel besoin. Les discussions avec DÉC concernant la capitalisation des SADC se sont également conclues avec succès, au bénéfice des deux parties.

Cette année, nous avons poursuivi notre plan d'action dans le but d'atteindre cette vision développée en 2001 d'être les partenaires privilégiés du gouvernement du Canada. Notre reconnaissance auprès des institutions fédérales se fait sentir de plus en plus par les demandes de certains ministres auprès du Réseau ou du Groupe pancanadien des SADC partout au Canada. Ainsi, le projet avec la Banque de développement du Canada (BDC) se déploie partout au Québec et dans plusieurs autres provinces. L'enthousiasme des représentants de la BDC et la réponse des membres font de ce partenariat l'un des projets les plus prometteurs pour les SADC, mais aussi pour les entrepreneurs de nos collectivités.



Notons aussi la confiance d'Industrie Canada en notre organisation, qui nous confiait encore cette année la gestion des programmes *Initiative Jeunesse du PAC* et *Financement additionnel*. Mais c'est à travers le projet *Large bande* qu'elle se manifeste de façon particulière, puisque les quatre projets acceptés au Québec sont sous la responsabilité d'une ou de plusieurs SADC. Un montant de 11,7 M$ aura donc été confié à nos membres dans ce domaine.

Tout le travail et la participation aux échanges du Groupe pancanadien des SADC ont culminé cette année par la présentation à toutes les agences et à Industrie Canada d'une vision concertée et d'une proposition commune pour le renouvellement des prochaines ententes.

D'ailleurs, l'évaluation nationale réalisée à l'automne auprès des SADC du Canada a clairement démontré la qualité du travail et la pertinence des interventions des SADC dans leur milieu. Les extraits suivants en témoignent :

« …les faits présentés dans les rapports d'évaluation indiquent que le programme de développement des collectivités a obtenu de bons résultats et a eu de bons effets sur les collectivités rurales à l'échelle du Canada. »

« …selon les évaluations, la satisfaction de la clientèle à l'égard des SADC et des CLDE est très élevée. »

« …un des points principaux qu'on pouvait détacher des évaluations est que la souplesse de la gestion des fonds d'investissement et de la collecte de prêts est un facteur de réussite clé pour le PDC. »

« …on estime que les réseaux et les associations régionaux des SADC sont un moyen précieux d'améliorer la communication, d'améliorer la coordination et de partager les leçons retenues et les pratiques exemplaires. »

D'autre part, une reconnaissance importante du gouvernement du Québec et des organisations provinciales se manifeste comme jamais auparavant sous forme de consultations, de demandes de collaboration, d'échanges et de rencontres avec les politiciens.

Quelles leçons pouvons-nous tirer de tout cela ? D'abord, que les efforts déployés au cours des dernières années commencent à porter fruit. Alors que la majorité des organismes de développement se trouvent actuellement en questionnement, les SADC et les CAE jouissent d'une excellente stabilité et l'avenir nous paraît très positif. Les attentes des membres sont certes très grandes, mais l'expérience nous incite à la patience et à la persévérance.

Ensuite, l'élément le plus significatif des derniers mois reste certainement le constat de la force et de l'impact que donnent à ce réseau des membres solidaires et des bénévoles dévoués et convaincus. Encore ici, l'évaluation nationale en fait mention : *« De plus, la contribution apportée par des centaines de bénévoles qui font don de milliers d'heures de bénévolat pour que le programme réussisse est considérée comme un des facteurs de réussite critiques du programme. »*

La prochaine année en sera une de discussions sur notre avenir, puisque le renouvellement du programme de développement des collectivités (PDC) sera analysé et décidé par le gouvernement fédéral d'ici le 31 mars 2005. Les échanges ont déjà commencé, nos attentes sont connues, mais les démonstrations devront être faites pour convaincre les décideurs de leur justesse.

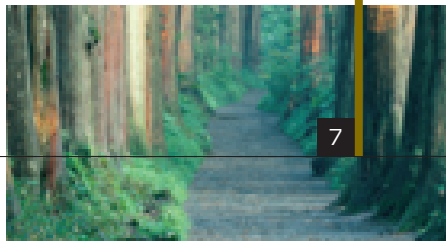
Il faut donc être en mesure d'évaluer nos interventions et nos résultats avec précision, de les présenter aux autorités concernées et de les diffuser plus largement. Pour ce faire, nous avons besoin de vous.

Il s'agit aussi de poursuivre notre réflexion sur l'excellence de nos pratiques. De plus en plus sollicités pour gérer des fonds publics, les membres ont souhaité renforcer leurs processus de qualité. Le comité de travail nous propose une demande volontaire et exploratoire en ce sens. Les membres seront invités à y participer pour perpétuer cette réputation d'intégrité et de bonne gestion qui est la nôtre. Là encore, votre contribution est importante.

Finalement, nous profitons de l'occasion pour vous remercier tous, bénévoles et employés, pour l'immense travail que vous accomplissez tous les jours. Nous ne le dirons jamais assez, la force de ce regroupement repose sur vous, les 400 professionnels et les 1350 bénévoles qui le composez.

Gratien LeBel,
président

Hélène Deslauriers,
directrice générale



Mot du **trésorier**

Le bilan financier du Réseau s'avère une fois de plus très positif cette année. Nous avons connu une des plus importantes années financières de notre histoire avec un bilan de 5,5 M$.

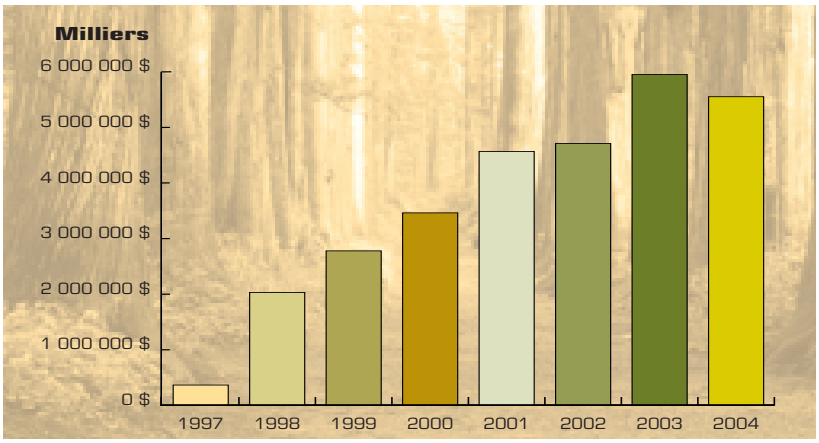
Aux projets réguliers tels que le Programme de développement des collectivités (PDC), la Stratégie jeunesse et le Programme de communication à frais partagés s'ajoutent les programmes d'Industrie Canada dont, pour une deuxième année consécutive, le Programme de financement additionnel.

Raymond Cimon
trésorier

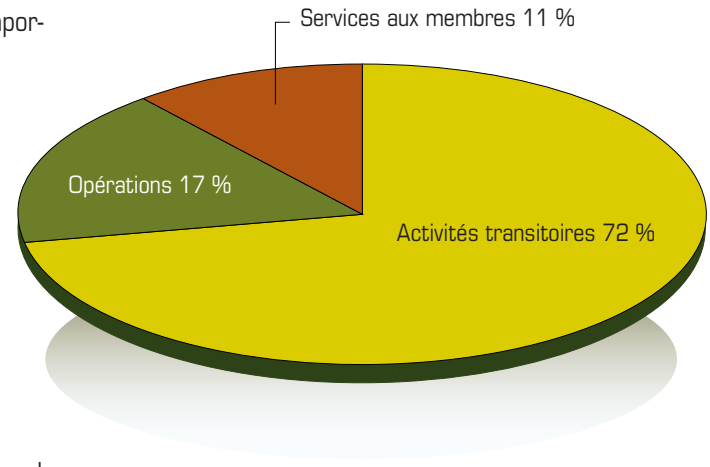
La grande nouveauté de l'année est certes la réalisation conjointe du Fonds AFER Canada avec les SADC pilotes. En effet, l'entente tripartite entre la bénéficiaire, la SADC et le Réseau permet de soulager les membres d'une comptabilité lourde tout en leur laissant le plein contrôle des projets.

Les nombreux projets et la part importante des sommes versées aux membres exigent cependant une gestion et une administration financière de premier ordre. Des mécanismes de suivi et de reddition de comptes encore plus précis ont donc été mis en place et ce souci d'excellence est une préoccupation constante des dirigeants du Réseau et de l'équipe. De plus, nous avons demandé à nos vérificateurs un exercice encore plus poussé qu'à l'habitude afin de pouvoir, en tout temps, faire la démonstration de la rigueur de nos processus et de la fiabilité de nos résultats.

ÉVOLUTION DES REVENUS DEPUIS 1997



RÉPARTITION DES REVENUS 2003-2004

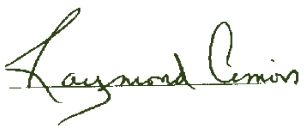


Pour les membres, ces revenus constituent un apport important et la proportion des sommes transitoires se maintient. Ainsi, sur les 5,5 M$ de budget, 4 M$ ont été distribués directement aux membres, c'est-à-dire près de 60 000 $ pour chacun d'eux.

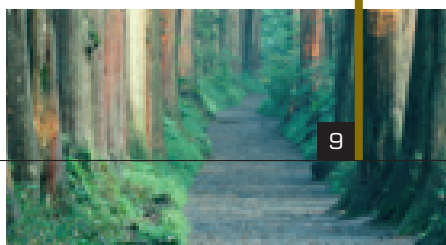
On doit aussi ajouter à cela que des 1,5 M$ de budget de fonctionnement, 630 000 $ profitent directement aux membres et se traduisent en produits et services (outils de communication, placements médias, congrès, semi-annuelle, déplacements des comités, formations régionales, etc.). Si bien que pour chaque dollar investi dans l'organisation et l'équipe, les membres en retirent 5,20 $.

Encore une fois, ces résultats sont le fruit d'un bon travail d'équipe. D'autant que cette année les remplacements du personnel assigné à la comptabilité ont demandé aux membres de l'équipe un effort supplémentaire.

Je tiens donc à remercier toutes les personnes qui nous permettent d'année en année de maintenir ce travail de qualité.



Raymond Cimon,
trésorier



Des interventions **répondant** aux **besoins** des **collectivités**

Les 67 membres de notre regroupement travaillent depuis plus de 20 ans au développement des collectivités rurales du Québec. Déterminés à faire de nos régions des endroits dynamiques, où il fait bon vivre, les Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) et les Centres d'aide aux entreprises (CAE) ont multiplié, au cours de la dernière année, les interventions et les initiatives afin de répondre aux besoins de leurs collectivités. C'est par différentes activités de planification et de concertation auxquelles sont conviés la population et les intervenants des régions, que les SADC/CAE sont en mesure de bien connaître le « pouls » de leur région. Ce qui confère aux membres du Réseau des SADC une connaissance profonde des enjeux et des interventions nécessaires au développement de leur milieu, en plus de créer un environnement propice aux initiatives locales.

Promotion des produits régionaux

Les entreprises reliées à l'agroalimentaire sont de plus en plus nombreuses à voir le jour au Québec. En plus d'aider ces entreprises à prendre leur envol, les membres du Réseau ont le souci d'accompagner ces dernières et de les appuyer dans la commercialisation et la mise en marché de leurs produits, des défis de taille pour des entreprises de ce secteur d'activités. Afin de leur donner un coup de pouce, l'équipe du Réseau des SADC, en collaboration avec les SADC/CAE, a lancé la deuxième édition du *Guide découverte de produits régionaux*. Ce guide, qui regroupe 289 entreprises financées par les SADC/CAE a été transmis à plus de 600 chefs restaurateurs du Québec, élargissant ainsi le réseau de distribution de ces dernières.

Localement et régionalement, les SADC/CAE mettent également en place des initiatives pour assurer la promotion des produits régionaux. Par exemple, la SADC de la MRC de Maskinongé, en collaboration avec un partenaire privé, a mis en place un portail sur Internet qui permet à une quarantaine de producteurs de commercialiser leurs produits en ligne. Afin de sensibiliser la population et les restaurateurs aux ressources naturelles offertes dans leur milieu, la SADC Haute-Côte-Nord inc. a pour sa part créé le *Concours des saveurs* dans le cadre de l'événement *Fruits et fleurs d'ici.* Ce concours, axé sur la création de desserts à base de fruits cultivés dans la région, a suscité un tel engouement que certains restaurateurs souhaitent maintenant intégrer ces délices à leur menu régulier !

Les jeunes, la richesse de nos régions !

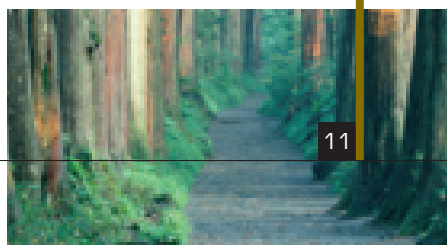
Nous ne le répéterons jamais assez, l'avenir de nos régions passe par les jeunes ! Une fois de plus cette année, les SADC/CAE ont tout mis en oeuvre afin de sensibiliser les jeunes aux possibilités que leur offrent les régions. À l'échelle provinciale, un total de dix Camp Je, dont un camp anglophone, ont eu lieu aux quatre coins de la province. Près de 250 jeunes de 14 à 17 ans ont participé à cette immersion intensive dans le monde des affaires au cours de laquelle 48 entreprises ont vu le jour. Aussi, grâce à la Stratégie jeunesse, le travail de nos membres auprès des jeunes entrepreneurs s'est poursuivi et il sera en être ainsi encore pendant deux ans étant donné la récente annonce de son renouvellement. Un total de 6 M$ additionnels seront disponibles afin de venir en aide à des centaines de jeunes âgées de 18-35 ans, désireux de se lancer en affaires.

Conférence de presse – renouvellement Stratégie jeunesse, avril 2004

Localement, les SADC/CAE ont aussi mis sur pied une panoplie d'initiatives ayant pour objectif de freiner la migration des jeunes vers les grands centres. Afin de démythifier le domaine agroalimentaire et de faire connaître les nombreuses possibilités de carrière qu'il peut offrir aux jeunes de sa région, la SADC Nicolet-Bécancour inc., en collaboration avec plusieurs partenaires, a mis sur pied le projet *Si, pour un instant, on percevait la terre différemment...*

Au-delà des interventions visant à assurer le développement d'entreprises dans leur milieu, des SADC/CAE participent également à la réalisation d'initiatives qui débordent de la sphère économique. Pensons à la SADC Achigan-Montcalm inc., qui a pris très au sérieux les problèmes d'isolement, de toxicomanie et d'alcoolisme que vivent certains jeunes de sa région. Pour faire prendre conscience à ces jeunes qu'il est possible pour eux de s'en sortir et de se tailler une place au soleil, la SADC s'est associée au projet *Chevalier des brumes,* qui vise l'intégration de ces jeunes au marché de l'emploi en leur offrant un stage d'une durée de 6 mois. Dix jeunes ont participé au projet cette année et les résultats sont des plus concluants !

Il ne fait pas de doute que sans la présence des jeunes, le dynamisme de nos régions ne pourrait être le même et c'est pourquoi les SADC/CAE déploient beaucoup d'énergies pour inciter ces derniers à prendre la place qui leur revient !



Accès aux technologies

Les SADC/CAE sont convaincus que l'accès aux technologies de l'information et des communications est un élément clé pour le maintien des acquis et le développement des collectivités. C'est pourquoi plusieurs membres ont déployé de nombreux efforts au cours de l'année pour soumettre à *Industrie Canada* des projets de services à large bande. Les projets présentés devaient inclure une participation financière du milieu équivalente à celle demandée au ministère. Les efforts seront récompensés puisqu'Industrie Canada a décidé d'injecter 11,7 M$ au sein des collectivités desservies par onze SADC.

Ce sont donc 25 M$ qui seront investis pour l'accès aux technologies de l'information et des communications de nos régions. Un total de 222 municipalités en bénéficieront ! De plus, comme les Centres d'accès communautaire à Internet (CACI) constituent un important outil d'appropriation des technologies pour les collectivités, notre regroupement en assure depuis dix ans la coordination. Grâce à Industrie Canada, ce sont plus de 2 M$ qui ont été acheminés à ces organismes par le Réseau et ses membres en 2003-2004.

Soutenir les femmes dans le démarrage de leur entreprise

Encore aujourd'hui, peu de femmes envisagent l'entrepreneurship comme une possibilité de carrière et celles qui osent sont confrontées à de nombreux obstacles. Afin de faire en sorte qu'un plus grand nombre participe au développement économique des régions, il importe de leur offrir des outils adaptés à leur réalité.

Conférence de presse – Fonds AFER Canada, octobre 2003

Le Réseau des SADC a franchi cette année un grand pas dans cette direction en mettant sur pied, en collaboration avec Développement économique Canada, un fonds destiné exclusivement à la gent féminine. Fruit du travail des cinq dernières années, le Fonds AFER Canada a pris son envol en octobre dernier et il a comme particularité de mettre à la disposition des femmes en milieu rural une aide financière non remboursable pouvant aller jusqu'à 28 000 $. Seize SADC participent à ce projet pilote.

En seulement six mois, 74 femmes ont bénéficié du fonds et 20 d'entre elles en sont déjà au démarrage de leur entreprise. C'est donc un investissement de 625 000 $ qui permet à ces femmes de voir leur rêve devenir réalité.

Des partenariats pour le mieux-être de nos entreprises

Dans le souci de répondre davantage aux besoins de financement et d'accompagnement des entreprises des régions, trois partenariats fort prometteurs ont été formés

avec la Banque de développement du Canada (BDC), Ressources entreprises et Développement économique Canada (DÉC). Cinq SADC/CAE ont participé au déploiement d'un projet pilote en collaboration avec la BDC. Les SADC pilotes et les succursales BDC de leur région ont discuté de possibilités d'affaires, accordé des prêts conjoints et même effectué des références mutuelles, de sorte qu'en décembre dernier, le prêt moyen des SADC participantes passait de 27 000 $ à 44 000 $. Aujourd'hui, le projet est étendu à toute la province et les SADC/CAE sont en contact plus étroit avec la BDC.

Par ailleurs, afin d'apporter un soutien plus complet à leurs clients, les SADC des territoires couverts par l'indicatif régional 418 ont conclu, grâce à une contribution financière de Développement économique Canada, une entente avec Ressources entreprises. Cette entente permet aux clients des SADC d'avoir accès gratuitement à de l'information pouvant les aider à prendre des décisions plus éclairées dans leurs démarches d'affaires. En moins de quatre mois, 82 recherches ont été réalisées pour le compte d'entreprises clientes des SADC, ce qui représente plus de 195 heures de recherche.

Finalement, afin de sensibiliser, d'informer et d'accompagner les gens d'affaires des régions, le Réseau des SADC du Québec en collaboration avec DÉC, a développé les événements Contact Affaires. En plus de fournir des renseignements pertinents sur les enjeux stratégiques des régions visitées, cette formule permet la diffusion des programmes et des services du gouvernement du Canada. Au cours de la dernière année, quatre régions ont tenu un événement Contact Affaires, soit le Nord-du-Québec, la Gaspésie, Charlevoix et Chaudière-Appalaches. Ce qui représente plus de 1100 personnes qui ont été rejoints par cette activité.

LES SADC/CAE EN BREF...

Près de **7 000** entreprises bénéficient des services des SADC/CAE chaque année pour un total de près de **8 500** entrepreneurs

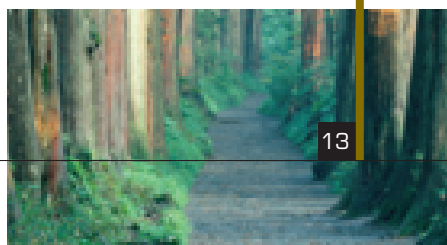
En moyenne, dans le cadre de leur Fonds régulier, les SADC/CAE accordent **1 700** prêts par année.

Pour ce qui est de leur Fonds jeunesse, la moyenne des prêts se situe à **11 013 $** pour un total de **500** prêts par année.

Chaque année, les SADC/CAE participent à **2 700** projets de développement local.

Évaluer les retombées de nos actions

Afin de s'assurer que les interventions posées amènent des résultats concrets pour les collectivités, notre regroupement s'est doté, il y a maintenant 9 ans, d'une mesure de rendement très élaborée. Cet exercice d'auto-évaluation permet aux SADC/CAE d'aller bien au-delà de la réalisation du profil de leurs interventions à l'échelle locale : il permet de dresser des profils régionaux et provinciaux de leurs activités en plus de rendre possible la réalisation d'enquêtes de satisfaction auprès des clients et des partenaires de nos membres. Une évaluation de l'évolution des résultats des six enquêtes menées depuis 1998 a été effectuée et des résultats plus qu'éloquents s'en dégagent !



Toujours par souci d'excellence, plusieurs membres du Réseau n'ont pas hésité à participer à une enquête menée par notre partenaire privilégié, Développement économique Canada, dans le cadre de l'évaluation nationale du *Programme de développement des collectivités*[1]. Cette enquête visait à évaluer les interventions des SADC/CAE. Cette évaluation, qui s'est terminée au cours de la dernière année, a permis de faire ressortir, une fois de plus, l'excellent travail effectué par les SADC/CAE dans leur milieu.

> « Les SADC sont qualifiées d'acteurs dynamiques qui accomplissent des tâches énormes de façon efficiente. Leur travail est jugé très pertinent par 85 % des répondants du milieu et leur disparition aurait un impact négatif important sur les collectivités… les SADC contribuent indéniablement à la création et au maintien d'emplois, à la dynamisation du milieu, à une certaine stabilité économique et à une croissance économique ayant un impact significatif sur les régions et les populations concernées. » – *Évaluation du Programme de développement des collectivités telle que réalisée par les SADC et CAE du Québec pour le compte de Développement économique Canada, par Cérac/Baastel, avril 2003.*

LES ENQUÊTES DE SATISFACTION NOUS ONT APPRIS QUE…

- **96 %** des clients interrogés sont satisfaits des services obtenus par les SADC.
- **98 %** des organismes qui ont collaboré avec les SADC à des projets de développement local affirment être satisfaits de l'aide apportée.
- **84 %** des clients qui ont bénéficié d'une aide financière affirment que sans l'aide des SADC, leur projet d'entreprise n'aurait pu se réaliser dans les mêmes délais et avec la même ampleur.
- **84 %** des organismes qui ont travaillé avec les SADC à la réalisation de projets de développement local affirment que ces projets n'auraient pu voir le jour dans les mêmes délais et avec la même ampleur sans l'aide de ces dernières.

À cela se sont ajoutées différentes vérifications effectuées par Développement économique Canada auprès de plusieurs SADC/CAE durant l'année. Cette vérification avait pour objectif d'évaluer les processus administratifs et de gestion des SADC/CAE. Tout comme ceux de l'évaluation nationale, les résultats de cet exercice se sont avérés des plus concluants.

Afin de maximiser l'utilisation des nombreux résultats qui ressortent de ces études et enquêtes, en plus d'en assurer une continuité, notre regroupement a mis en place un processus de qualité visant à ce que chaque SADC et CAE soit en mesure… d'améliorer ou encore de conserver ses bonnes pratiques en matière de gestion, de développement local ou de création d'entreprises. Ce *processus de qualité* est en voie d'être terminé et pourra très bientôt être appliqué par chacun des membres du Réseau qui le désire. Ainsi, tous et chacun seront en mesure de s'outiller pour que le travail effectué ait des répercussions des plus bénéfiques pour nos régions.

[1] Né en 1979, le Programme de développement des collectivités (PDC) a été mis en place par le gouvernement du Canada afin d'assurer le développement socio-économique des milieux ruraux du pays.

Le conseil d'administration et les comités : la **voix** de nos **régions**

Le Réseau des SADC est géré par un conseil d'administration composé de gens du milieu représentant les différentes régions. Profession-nels, gens d'affaires, intervenants engagés dans leur milieu, ils apportent à l'organisme des points de vue variés. Le conseil d'administration est appuyé par le comité des permanents, formé de directeurs généraux de SADC/CAE désignés par leur région, qui lui propose des interventions.

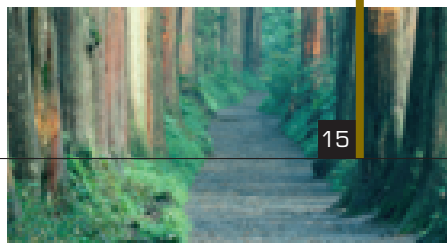
Afin de bien remplir son mandat, le Réseau est soutenu par de nombreux comités et groupes de travail. Notre regroupement peut ainsi bien définir les enjeux de nos régions puisque ces comités sont formés de permanents, de bénévoles et de membres du conseil d'administration, donc de gens qui proviennent des régions et qui y vivent. C'est donc sur des notes d'engagement, de dévouement et de solidarité que s'est orchestré le travail du conseil d'administration et des différents comités au cours de la dernière année.

Le conseil d'administration 2003-2004

Rangée du haut - de g. à dr. : Raymond Breton (Estrie), Eugène Bouchard (Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine), Jacques Bélisle (Outaouais), Bernard Lacroix (Laurentides/Lanaudière), Alain Audet (Abitibi-Témiscamingue), Jean-Claude Thibault (Centre-du-Québec / Mauricie), Mireille Lavoie (Bas-Saint-Laurent), André Boily (observateur), Raymond Cimon (Chaudière-Appalaches)

Rangée du bas - de g. à dr. : Patsy Keays (observatrice), Gratien LeBel (Montérégie), Marc St-Pierre (Saguenay / Lac-Saint-Jean), Thérèse Verville (Nord-du-Québec)

Absents : Michel Claveau (Côte-Nord), Julie Pelletier (observatrice)



Une année fort chargée pour nos bénévoles

Le conseil d'administration du Réseau des SADC a connu une année fort chargée. Avec la tenue de dix rencontres, les douze administrateurs délégués par leur région et les trois directeurs généraux qui agissent en tant qu'observateurs ont discuté des projets en cours et des défis majeurs, entre autres de la ruralité, de la mesure de capitalisation et du processus de qualité. Ces deux derniers sujets ont d'ailleurs amené la création de nouveaux comités, soit un groupe de travail spécial dans le dossier de la capitalisation des SADC de même qu'un comité *Processus de qualité* qui a travaillé à l'élaboration d'une éventuelle démarche pour maintenir l'excellence dans nos pratiques. Les négociations concernant la mesure de capitalisation se sont avérées fructueuses et ce, grâce à la ténacité des bénévoles, appuyés par des permanents, qui ont siégé au groupe de travail.

Quant au comité *Processus de qualité*, il présentera à l'assemblée générale annuelle des suggestions d'implantation réalistes, sur une base volontaire.

Le comité des permanents 2003-2004

Rangée du haut - de g. à dr. : Marc Hardy (Abitibi-Témiscamingue), Luce Dubois (Chaudière-Appalaches), Lucien Landry (Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine), Gilles Mercure, substitut (Centre-du-Québec / Mauricie), André Boily (Saguenay / Lac-Saint-Jean), Jocelyn de Granpré (Laurentides/Lanaudière), Marc Grimard (Estrie), Hélène Deslauriers (Réseau des SADC)

Rangée du bas - de g. à dr. : Patsy Keays (Côte-Nord), Michel Aubin (Montérégie), Brigitte Pouliot (Bas-Saint-Laurent), Pierre Monette (Outaouais)

Absentes : Julie Pelletier (Centre-du-Québec), Annie Potvin, (Nord du Québec)

Outre ses propres rencontres, le conseil d'administration a également tenu deux réunions conjointes avec le comité des permanents. Deux rencontres des présidents et une assemblée générale spéciale des membres du Réseau ont aussi été convoquées afin de prendre position relativement à la mesure de capitalisation.

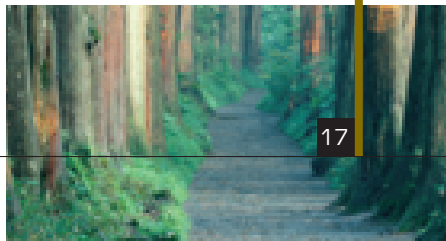
Rencontre des présidents, novembre 2003

Des comités actifs

Différentes ressources élues ou nommées de façon démocratique et représentative des régions de la province composent les 14 comités en place cette année. L'énergie et l'engagement intarissables des membres de ces comités contribuent sans contredit au développement des collectivités locales et à l'enrichissement des dossiers collectifs.

Certains comités ont été particulièrement actifs : notons le comité *Service aux membres*, qui a renouvelé les assurances collectives et exploré de nouvelles propositions de REER collectifs; le comité *Entrepreneurship féminin*, qui a travaillé d'arrache-pied et avec succès à la mise en place du projet pilote Fonds AFER Canada. Mentionnons également le comité *Financement* qui s'est élargi afin d'accueillir exceptionnellement les membres du comité *Opérationnel* et d'unir les efforts de tous et chacun concernant la mesure de capitalisation.

Voilà donc un aperçu de tous les efforts déployés par le conseil d'administration et tous les comités pour l'avancement de notre regroupement et bien sûr… des collectivités.



L'équipe du Réseau des SADC, au service de ses membres

L'équipe du Réseau 2003-2004

Rangée du haut- de g. à dr. : Paul Gauthier, Ginette Paré, Lyne Bergeron, Jolin Ferland, Johanne Michaud, Pauline Chauvette, Annie Pomerleau

Rangée du bas - g. à dr. : Keena Lévesque, Hélène Deslauriers, Dominique Côté, Isabelle Savard

Absente : Christine Rochette, en congé de maternité

Consultantes : Lorraine Frappier, Monique Coderre

Soutenir le travail des SADC/CAE dans leur volonté de faire émerger le meilleur des régions, voilà ce qui résume le mieux la mission de l'équipe du Réseau. Au quotidien, cette dernière veille en fait aux intérêts de ses membres et leur procure des services qui facilitent leur développement. Une panoplie d'outils et d'activités sont donc élaborés pour permettre aux SADC/CAE d'agir dans leur milieu, d'échanger leur expertise et d'être à l'avant-garde du développement. Pensons aux événements d'orientation (congrès, lac-à-l'Épaule, rencontres des présidents et des directeurs généraux), aux projets conçus en collaboration avec divers partenaires et ministères, à la promotion soutenue du développement des collectivités, au programme de formation continue, au système de communication intranet (CIRIL), aux modules interactifs géographiques (MIG) et au système d'évaluation continue. Sans contredit, ces services sont forts appréciés par les membres et les résultats de la dernière année parlent d'eux-mêmes : 287 employés de SADC/CAE ont participé à la semi-annuelle de formation qui a connu un taux de satisfaction de plus de 85 %, tandis que notre intranet compte 400 usagers dont 250 personnes qui l'utilisent au quotidien.

Semi-annuelle, novembre 2003

Outre son rôle de rassembleur, l'équipe du Réseau soutient également ses membres en coordonnant des programmes ou des projets communs : Programme de communication à frais partagés SADC/DÉC, Financement additionnel et Initiative jeunesse du Programme d'accès communautaire d'Industrie Canada, Programme Emploi étudiant PDC de Développement économique Canada, Fonds AFER Canada, Contact Affaires, etc. Elle œuvre aussi à faire connaître les produits et services de ses membres auprès de ses différentes clientèles. À cet effet, des placements publicitaires et des articles d'intérêts ont été diffusés dans les médias écrits et électroniques. Grande nouveauté cette année : une publicité fort appréciée diffusée sur les ondes du réseau de télévision RDI.

C'est donc de toutes ces façons que l'équipe du Réseau contribue, elle aussi, au développement des régions.